

LAÏCITÉ : avis de tempête

Dans un mélange incroyable entre convictions, croyances personnelles et fonction présidentielle, à travers son discours tenu à Rome, devant les cardinaux, N. Sarkozy opère une régression politique de plus de 3 siècles. Balayés la loi de 1905 et les acquis des Lumières et de la révolution française, le Président de la République propose à l'Église catholique romaine un nouveau statut, et lui apporte par avance le soutien de la République dans son prosélytisme social et idéologique.

Rupture sans précédent avec la lettre et l'esprit du préambule de la Constitution, ces propos sont totalement illégitimes et appellent à une réaction forte et puissante en défense de la laïcité et de la loi de 1905.

Nicolas Sarkozy dans le texte... extraits

C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Église. ...

Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes.

Cela étant, la laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû. ...

Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire.

Discours de Latran

Falsification historique

L'histoire officielle de la 3ème république, nous avait fait descendants des Gaulois. N. Sarkozy reprend le flambeau du mythe d'une France éternelle, inscrite dès les origines de l'humanité... et soumise à l'Église catholique depuis Clovis ! Négation totale de la complexité historique, du mélange et des influences diverses méditerranéennes et européennes.

En assimilant et en ramenant l'identité nationale aux racines chrétiennes, le Président de la République reprend une des thématiques chère à l'extrême droite. Comment ne pas faire le lien avec la mise en place du Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale...

Cette falsification historique conduit aujourd'hui à présenter l'étranger comme un danger avec toutes les dérives liberticides des politiques actuelles.

Dans le discours de Latran transparaît, du début à la fin, un mode de relation entre la République et la Papauté qui s'apparente à celle qui existait entre le pape et le roi sous l'ancien régime.

Révisionniste aussi, la tentative de présenter la laïcité comme un écran visant à couper les français de leurs racines.

Hors la transcendance religieuse et catholique point de « salut » ? !

Le Président de la République nie la capacité des athées ou des agnostiques à se poser des questions existentielles, mais il dénie aussi ce droit aux milliards de gens, des confucianistes aux animistes, qui ne croient pas à une transcendance ! Pour lui, la République et la démocratie sans espérance religieuse perdent leur sens. C'est une faute politique grave. La révolution française a vu le citoyen remplacer le sujet. La loi de 1905 a séparé juridiquement la puissance publique de toute Église. On se construit comme citoyen indépendamment de ce qu'on est préalablement, aux plans religieux ou culturels. La société politique ne peut garantir la liberté d'expression que si elle est aveugle sur les croyances des citoyens et si elle s'abstient de se prononcer sur ce sujet.

Les représentants religieux n'ont pas à être reconnus comme des interlocuteurs politiques. Ce serait légitimer des corps intermédiaires et leurs "chefs" censés se prononcer pour une "communauté".

L'histoire du monde, passé et actuel, est pleine de guerres de religion et ce serait la laïcité qui pourrait verser dans le fanatisme. Il fallait oser !

Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère.

Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent.

La désaffection progressive des paroisses rurales, le désert spirituel des banlieues, la disparition des patronages, la pénurie de prêtres, n'ont pas rendu les Français plus heureux. C'est une évidence.

Parce que la morale laïque risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini. Ensuite parce qu'une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité.

Discours de Latran

Affirmation choquante, « dérapage » insupportable

Le bien et le mal, cette vision manichéenne du monde a poussé et pousse nombre de « fous de dieux » à sacrifier leur vie, et d'autres gouvernants, au nom du choc des civilisations, à conduire des guerres.

Ce serait au religieux de définir ce qui est bien ou mal ? Imagine-t-on le droit à l'avortement et à la contraception, les grandes questions politiques éthiques, juridiques ou sociales revisitées à l'aune de la pensée religieuse ?

L'école de la République a été inventée pour que les êtres humains puissent un jour se passer de maître, en devenant maîtres d'eux-mêmes.

L'instituteur n'est pas un directeur de conscience ! Instruire, éduquer, c'est refuser de conditionner, c'est amener chaque élève à construire son autonomie de jugement... Chaque élève c'est-à-dire tous les élèves, quelles que soient leur origine, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

«... Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance ... »

Discours de Latran

«...Partout où vous agirez, dans les banlieues, dans les institutions, auprès des jeunes, dans le dialogue inter-religieux, dans les universités, je vous soutiendrai.

La France a besoin de votre générosité, de votre courage, de votre espérance...»

Discours de Latran

Les religieux à l'aide de la République!?! Conclusion effarante!

Du contrôle des consciences au contrôle social, l'appel à l'intervention des religieux dans les banlieues, les institutions, les universités marque une rupture profonde avec les principes fondamentaux de la laïcité républicaine.

Ces discours sont significatifs d'une conception des rapports sociaux où les religions sont appelées à la rescousse de politiques libérales qui accroissent les inégalités, mettent à mal les solidarités et fragmentent le corps social.

La Constitution définit la République comme indivisible, laïque, démocratique et sociale. La remise en cause de la laïcité est, chez le Président de la République, consubstantielle à une aggravation des inégalités et un recul des droits démocratiques. Il œuvre ainsi à la division des français.

La mise en avant des racines religieuses de la France et de l'Europe passe sous silence les crimes commis par l'Église catholique lorsqu'elle disposait du pouvoir. Ce discours s'inscrit dans une logique de choc des civilisations. Les propos tenus par Nicolas Sarkozy, à Rome puis après à Riyad ou avant à Constantine sont intolérables car tenus par un président de la République en exercice, donc au nom de la France. Le contenu de ses discours constitue une remise en cause des éléments essentiels de la loi de 1905 qui impose aux représentants de l'État, et au premier d'entre eux, une stricte neutralité. En ce sens nous considérons ces discours comme anticonstitutionnels.

Liberté de conscience, égalité des droits, égalité des sexes... laïcité, démocratie, solidarité, ces valeurs sont fondamentales pour le vivre ensemble dans un monde où les brassages, les métissages des peuples et des cultures s'accroissent.

Toutes ces valeurs - et la loi de 1905 en constitue un des piliers- sont plus que jamais d'actualité.

« Quand je regarde vos mosquées et quand je regarde nos cathédrales, je vois ce que la foi peut accomplir de grand et de beau, et je me dis que ce que nous pouvons accomplir ensemble Musulmans, Chrétiens, Juifs, doit pouvoir être plus beau et plus grand encore. »

Discours de Constantine

Les organisations soussignées ne transigeront pas sur ces principes. Elles appellent à la vigilance citoyenne la plus large possible pour empêcher toute remise en cause des principes de laïcité dans notre pays et réagir rapidement à toute tentative de modification de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Les premiers signataires:



